

## Questions orales

## LES RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

## LA CONFÉRENCE DES PREMIERS MINISTRES—LES PROPOSITIONS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL QUANT AU COÛT DES SERVICES DE SANTÉ

**M. Heward Grafftey (Brome-Missisquoi):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Le programme de services de santé, mis en œuvre conjointement avec les provinces à coups de milliards de dollars, entraîne des dépenses qui montent actuellement en flèche et sont, avec une augmentation annuelle de 15 p. 100, une cause importante d'inflation au Canada. J'aimerais demander au ministre si cet important problème a été abordé hier au cours des discussions avec les provinces, parce que l'inflation dans ce domaine signifie que de nombreux services de santé sont actuellement inefficaces ou inexistantes.

**L'hon. John N. Turner (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, je ne suis pas en désaccord avec ce que vient de dire le député de Brome-Missisquoi, mais il n'en a pas été question hier. Ce problème pourrait faire l'objet d'une discussion les 9 et 10 décembre à l'occasion de la rencontre des ministres des Finances des provinces et du gouvernement fédéral. Le député se souviendra que le gouvernement fédéral a essayé sous la direction de l'ancien ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, actuellement ministre du Travail, et essaie actuellement par l'entremise de son successeur, le ministre actuel, et par mon intervention personnelle d'élaborer de concert avec les provinces une formule susceptible de mettre un frein à l'escalade des dépenses de santé.

**M. Grafftey:** Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire. Hier, j'ai posé une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social et il n'a pu assurer à la Chambre que cette question sera à l'ordre du jour des prochaines rencontres des ministres de la Santé. La question que je pose au ministre des Finances est la suivante: puisque le gouvernement fédéral a imposé aux provinces le programme d'assurance-maladie actuellement en vigueur, quelles initiatives a-t-il l'intention de prendre pour résoudre ces difficultés et quand fera-t-il des propositions pour limiter ces dépenses.

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** Monsieur l'Orateur, à ma connaissance, en tant que titulaire du ministère des Finances, je pense que, au cours des deux ou trois dernières années, le gouvernement fédéral a avancé plusieurs propositions qui ont toutes été rejetées par les diverses provinces. Cette question est d'importance vitale, je l'admets, elle mérite encore qu'on s'y attarde et nous continuerons de prendre des initiatives dans ce domaine.

\* \* \*

## LES TRANSPORTS AÉRIENS

## L'ÉCRASEMENT D'UN AVION DE LA PANARCTIC—DEMANDE D'EXPLICATIONS

**M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Trans-

[M. Andras.]

ports. Le ministre a-t-il reçu de plus amples renseignements sur la cause de l'accident survenu dans l'île de Melville, où s'est écrasé un avion de la PanArctic.

**L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports):** Non, monsieur l'Orateur. Pour l'instant, je ne connais rien de plus que ce que le député a appris par les journaux. Deux personnes seulement ont survécu. Nous avons des agents sur place qui essaient de découvrir exactement ce qui s'est passé, la cause de l'accident.

\* \* \*

## L'AGRICULTURE

## LE PROJET DE FABRICATION DE SAUCISSES VIENNOISES VÉGÉTALES

**M. Bill Jarvis (Perth-Wilmot):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Étant donné le désaccord et la confrontation qui semblent exister entre le ministre et son collègue le ministre de la Consommation et des Corporations qu'appuie, semble-t-il, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, au sujet de la vente de saucisses viennoises faites de produits végétaux et d'autres succédanés de viande, le ministre de l'Agriculture pourrait-il nous dire si ce désaccord a été réglé ou, s'il est disposé à nier comme à l'habitude ce désaccord, nous dira-t-il si l'autorisation de vendre ces produits est imminente?

**L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, pour autant que je sache, les entretiens se poursuivent entre les fonctionnaires du ministère de la Consommation et des Corporations et ceux du ministère de l'Agriculture qui cherchent à se mettre d'accord sur l'appellation des produits de manière à ce que le consommateur soit bien au courant de ce qu'il achète et ainsi pour éviter qu'on utilise de fausses appellations pour faire passer le produit pour un composé de viande. Je ne pense pas que nous ayons des objections. Je me suis à ce propos entretenu avec le ministre de la Consommation et des Corporations de l'éventualité d'un accord satisfaisant.

\* \* \*

● (1440)

## LES CÉRÉALES

## LE BLÉ ET L'ORGE—L'OPPORTUNITÉ D'UNE MAJORATION DU PRIX INITIAL

**M. Don Mazankowski (Vegreville):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre responsable de la Commission canadienne du blé. Étant donné la profonde différence entre le prix initial du blé et de l'orge relevant de la Commission canadienne du blé et le prix des provendes à l'échelon local dans diverses régions du Canada de l'ouest, ainsi que la différence très importante entre le prix initial et le prix définitif, ce qui en fin de compte a des répercussions extrêmement néfastes sur les livraisons aux éleveurs, le ministre peut-il nous dire dans combien de temps nous pouvons nous attendre à voir hausser le prix initial du blé et de l'orge? Sera-ce avant la fin de l'année?